



ACADÉMIE  
DE LYON

# CSA du 17 septembre 2024

## Déclaration liminaire

Monsieur le Recteur,  
Mesdames, Messieurs les membres de cette instance,

Ce CSA, initialement prévu fin juin, ayant été reporté, la rentrée a eu lieu dans les établissements et écoles de notre académie. Nous nous devons de nous en faire l'écho.

Comme l'avait annoncé la CFDT, les conditions de rentrée montrent la nocivité des réformes décidées unilatéralement par Gabriel Attal, notamment les groupes de niveaux en collège. Malgré des efforts importants des services administratifs pour nommer les enseignantes et enseignants dans les établissements, cette rentrée sous tension montre déjà des signaux inquiétants.

La rentrée s'est passée dans un contexte inédit avec un exécutif démissionnaire. Un point positif : celui-ci n'a donc pas occupé comme les années précédentes le champ médiatique. Les professionnels de terrain ont ainsi pu travailler sans craintes d'une nouvelle annonce à mettre en place, mais dans l'inconfort de devoir expliquer aux familles que certaines mesures annoncées ne seraient pas applicables : réforme du DNB entre autres. L'ensemble des agentes et agents ont pourtant essayé de mettre en musique des réformes dont la nocivité dénoncée par notre organisation syndicale commence à rejaillir sur les collectifs de travail.

Les emplois du temps, en collège comme en lycée, ont été particulièrement difficiles à réaliser. Ceci, à cause des nombreuses contraintes techniques déjà présentes les années précédentes auxquelles sont venus se rajouter les groupes de niveau. L'exercice est-il réalisable quand les contraintes liées à un manque de personnels sont trop nombreuses ? Les postes partagés se multiplient dans toutes les catégories de personnels. Cela met à mal l'organisation des EPLE et fragilise les collectifs de travail et toute cohésion au service d'un projet pédagogique cohérent. Derrière les chiffres détaillés du bilan social de notre académie se cachent des réalités professionnelles de plus en plus compliquées.

La rigueur budgétaire se fait déjà sentir. Dans certains établissements, les dotations complémentaires ne permettent pas de financer les dispositifs comme devoirs faits pour d'autres niveaux que les 6èmes. Le manque de moyens horaires met à mal le financement de priorités comme la lutte contre le décrochage scolaire. Le Pacte se substitue aux HSE (Heures supplémentaires effectives) pour de nombreuses missions. Le remplacement de courte durée reste l'obsession du ministère qui refuse de voir l'inefficacité de son dispositif. Le manque d'enseignantes et enseignants est le réel problème. Cela ne permet pas de compenser des absences, qui sont, elles, de longue durée. Dans des disciplines techniques ou professionnelles, et cela même sur des classes de Terminale où les enjeux de l'examen sont forts, les élèves n'ont pas d'enseignant-es face à eux. Cela risque fort d'être le cas pendant une très longue période faute de ressources...

L'impact négatif d'une mesure comme les groupes de besoin va rapidement se propager sur l'ensemble des collectifs de travail et les fragiliser encore davantage. Les emplois du temps des collègues et des élèves sont davantage morcelés. Il va très vite y avoir plus de permanences. Les équipes vie scolaire vont être fortement sollicitées, alors même qu'elles sont sous dotées dans de nombreux établissements. Il faut revenir sur le choc des savoirs qui est un échec déjà en 6ème et en 5ème. Il ne pourra pas être déployé en 4ème et en 3ème.

À l'aube d'un débat budgétaire déterminant, il est essentiel que la priorité pour l'école soit entendue par le nouveau premier ministre. La baisse démographique au niveau des élèves et le départ en retraite de nombreux collègues dans les années à venir sont une opportunité unique. Nous devons repenser notre École et non imaginer supprimer des postes au nom d'une rigueur budgétaire. Maintenir le nombre d'emploi permettra de réfléchir à des améliorations qualitatives du service public d'éducation : diminuer le nombre d'élèves dans les classes, augmenter le nombre de remplaçants, augmenter les possibilités de départs en formation.

La CFDT attend de notre futur-e ministre et de nos instances académiques un dialogue social constructif, qui se soucie réellement de la qualité du service public d'éducation, tout en respectant les personnels et leurs conditions de travail.

Merci de votre attention.